

Cote du document:	<u>EB 2008/93/R.10/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>6 c) i)</u>
Date:	<u>25 avril 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République de l'Inde pour le

Projet d'atténuation de la pauvreté dans l'ouest du Rajasthan

Conseil d'administration — Quatre-vingt-treizième session
Rome, 24-25 avril 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Mattia Prayer Galletti

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2294
courriel: m.prayer@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	5
III. Recommandation	6
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

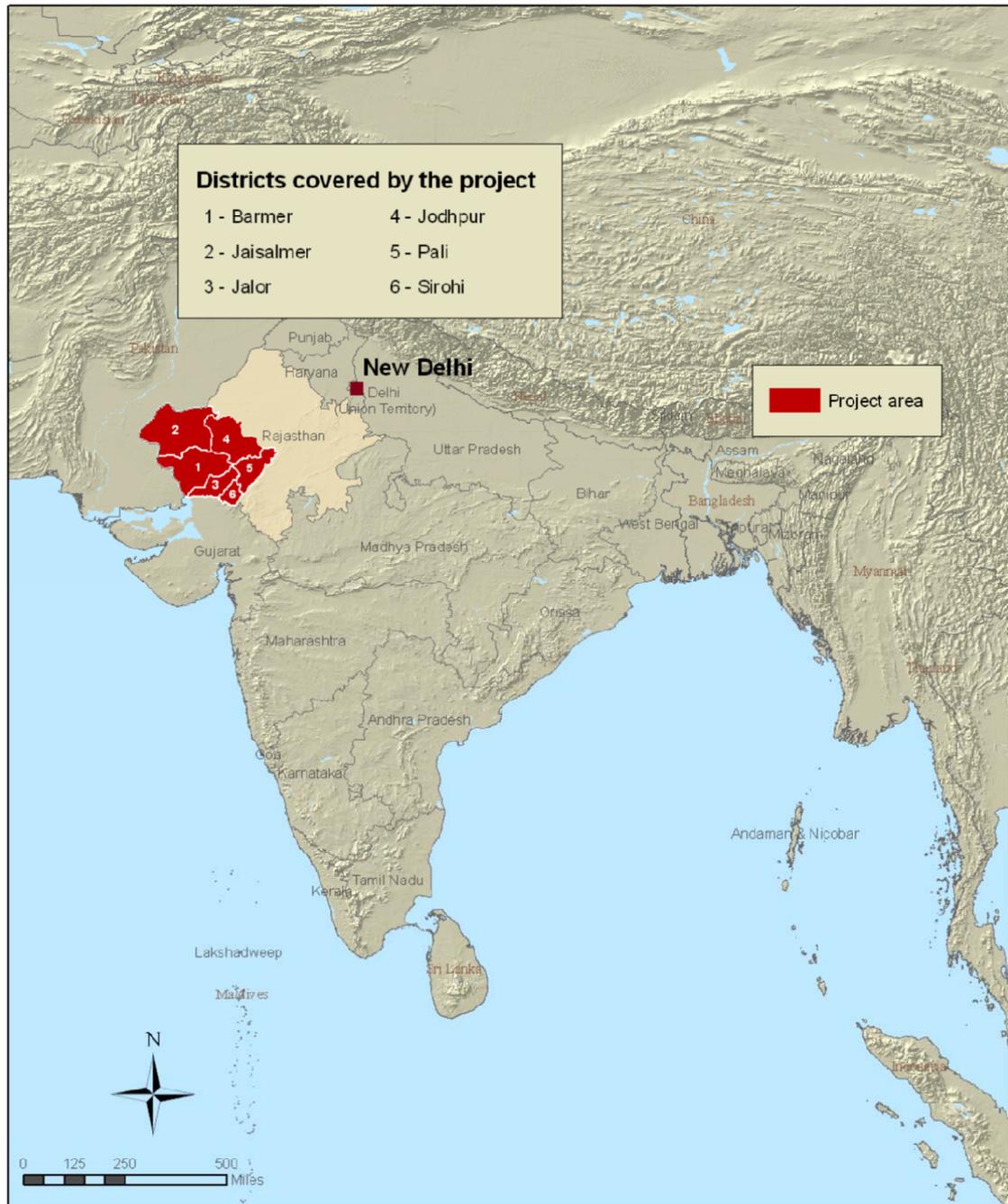
Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et de don à la République de l'Inde pour le Projet d'atténuation de la pauvreté dans l'ouest du Rajasthan, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Carte de la zone du projet

India

Mitigating Poverty in Western Rajasthan Project



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Inde

Projet d'atténuation de la pauvreté dans l'ouest du Rajasthan

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Département du développement rural et les Panchayati Raj, Gouvernement du Rajasthan
Coût total du projet:	62,3 millions de USD
Montant du prêt du FIDA:	18,46 millions de DTS (équivalant approximativement à 30,3 millions de USD)
Montant du don du FIDA:	0,37 million de DTS (équivalant approximativement à 0,6 million de USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Fonds Sir Ratan Tata Banques commerciales
Montant du cofinancement:	Fonds Sir Ratan Tata: 3,3 millions de USD Banques commerciales: 4,4 millions de USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur:	21,0 millions de USD
Contribution des bénéficiaires:	2,6 millions de USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervisé directement par le FIDA

Proposition de prêt et de don à la République de l'Inde pour le Projet d'atténuation de la pauvreté dans l'ouest du Rajasthan

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La zone du projet est caractérisée par un climat rude et aride et des précipitations faibles et irrégulières. La sécheresse devient un phénomène de plus en plus récurrent, se manifestant une fois tous les trois ans. Les problèmes fondamentaux de la zone sont: i) la forte insécurité hydrique; ii) la productivité médiocre de l'agriculture et de l'élevage; iii) les possibilités restreintes de génération de revenus; et iv) le système social discriminatoire à l'égard des femmes et des groupes défavorisés.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Inde un prêt d'un montant de 18,46 millions de DTS (équivalant approximativement à 30,3 millions de USD), à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 0,37 million de DTS (équivalant approximativement à 0,6 million de USD) pour contribuer au financement du Projet d'atténuation de la pauvreté dans l'ouest du Rajasthan. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour l'Inde au titre du SAFP est de 92 millions de USD sur les trois années du cycle 2007-2009. L'approbation de deux autres prêts prévue pour 2009 permettra d'utiliser intégralement cette allocation.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Le ratio dette extérieure/PIB de l'Inde a augmenté, passant de 15,8% à la fin mars 2006 à 16,4% à la fin mars 2007. Ce ratio était de 30,8% à la fin mars 1995. La situation de la dette n'est pas particulièrement préoccupante étant donné que la dette à court terme ne représente que 16,2% de la dette extérieure totale, et que les réserves de change assurent une couverture à 130% du total de la dette extérieure. L'Inde a reçu 22 prêts du FIDA entre 1978 et 2007, le total annuel moyen des décaissements des opérations en cours s'élevant, sur les dix dernières années, à 11,5 millions de DTS. La taille moyenne des prêts accordés a été de 26,9 millions de USD pour la même période. Le bilan du gouvernement en matière de remboursement des prêts du FIDA est excellent.

Flux de fonds

5. Les montants du prêt et du don du FIDA seront mis à disposition du Ministère des finances en vertu d'un accord de financement standard. Immédiatement après, les montants du prêt et du don seront transférés au Gouvernement du Rajasthan. Le Département du développement rural et les Panchayati Raj (institutions de gouvernance au niveau local) seront chargés de l'exécution du projet et feront parvenir les fonds à l'unité de gestion du projet ainsi que, directement, aux six unités d'exécution au niveau des blocs. Les organisations partenaires recevront un financement sur la base de contrats distincts.

Modalités de supervision

6. Le FIDA sera responsable de la supervision et de l'administration du prêt. Les activités de supervision seront exécutées par l'intermédiaire du bureau de pays pour l'Inde installé à New Delhi, tandis que l'administration du prêt sera assurée à partir du siège du FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Un financement rétroactif ne dépassant pas 300 000 USD sera accordé au projet pour les dépenses admissibles convenues avant la date d'entrée en vigueur du prêt mais après le 26 avril 2008.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) exercice d'une étroite supervision par le bureau de pays pour l'Inde installé à New Delhi; ii) engagement de prestataires nationaux de services pour garantir un appui à l'exécution en temps opportun; iii) approche reposant sur la participation de multiples parties prenantes (ONG, banques commerciales et secteur privé) afin de constituer un mécanisme de contrôle; et iv) recours à un cabinet d'audit privé, le cas échéant.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Conformément à la politique de ciblage du FIDA, le projet s'adressera, selon les estimations, à 95 000 ménages pauvres ayant pour chef des ouvriers agricoles sans terre, des petits paysans et des paysans marginaux, des propriétaires de terres marginales ou incultes, des artisans traditionnels, des femmes, ou des jeunes n'ayant pas de compétences professionnelles.

Méthode de ciblage

10. Le projet ciblera le bloc le plus pauvre dans chacun des six districts de l'ouest du Rajasthan, à savoir Jodhpur, Jaisalmer, Barmer, Pali, Sirohi et Jalor. Le groupe cible sera constitué des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté. Il sera en outre procédé, dans chaque village, à un classement par évaluation participative de la richesse afin de recenser d'autres pauvres ne vivant pas en dessous du seuil de pauvreté mais répondant aux critères leur permettant de bénéficier de l'appui du projet.

Participation

11. La conception du projet comprend des mesures de nature à favoriser un ciblage efficace et à faire en sorte que le processus d'autonomisation – dont rend compte le titre du projet – ne laisse pas de côté les plus pauvres. L'approche du projet reposera sur une participation effective, une sensibilisation, une bonne gouvernance et des investissements dans des institutions de base durables. Par ailleurs, le projet appuiera les structures de gouvernance à l'échelon local et développera des synergies avec les programmes gouvernementaux en cours.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Les objectifs du projet sont les suivants: i) organiser et autonomiser le groupe cible par le biais d'organisations à assise communautaire (groupes d'auto-assistance, groupes de commercialisation, sociétés de producteurs, comités villageois de développement); ii) promouvoir les possibilités de génération de revenus et d'emploi tout en consolidant les stratégies d'atténuation des risques; et iii) offrir un accès aux marchés et aux services financiers.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le Gouvernement du Rajasthan a demandé au FIDA d'être son partenaire dans la conception et la mise en œuvre d'un modèle de convergence avec les programmes gouvernementaux existants qui ne sont pas à l'heure actuelle en mesure de toucher les bénéficiaires prévus. Le gouvernement a pour objectif explicite et ambitieux de reproduire ce modèle dans l'ensemble de l'État du Rajasthan.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet est conforme aux trois axes stratégiques énoncés dans le document sur les options stratégiques établi pour l'Inde: i) renforcer les institutions de base; ii) promouvoir et garantir, pour des groupes marginalisés, l'accès aux ressources; et iii) promouvoir la diversification des moyens de subsistance dans les secteurs agricole et extra-agricole. Le projet est aussi pleinement cohérent avec les objectifs stratégiques énoncés dans le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet est parfaitement aligné sur plusieurs des objectifs du 11^{ème} Plan quinquennal de développement (2007-2012): i) croissance généralisée des revenus; ii) doublement de la croissance dans le secteur agricole; iii) accent mis sur les groupes sociaux vulnérables; et iv) autonomisation socio-économique des femmes.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. La conception du projet a pris en compte les enseignements tirés d'autres projets pertinents appuyés par des bailleurs de fonds comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Coopération italienne pour le développement, en plus des ONG locales. On citera en particulier les échanges permanents d'information et d'expériences du personnel dans le cadre du projet – soutenu par la Banque mondiale – d'initiatives de lutte contre la pauvreté au niveau des districts. La Banque mondiale a été invitée à concevoir de son côté une seconde phase de ce projet, sur la base de l'approche suivie par le FIDA pour la conception du Projet d'atténuation de la pauvreté dans l'ouest du Rajasthan. Le projet pour lequel le financement du FIDA est envisagé contribuera également à la réalisation des objectifs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend trois composantes: i) renforcement des institutions de base; ii) appui aux moyens de subsistance; et iii) gestion du projet.

Catégories de dépenses

18. Les principales catégories de dépenses sont les suivantes: i) les travaux publics (40% des coûts de base); ii) la formation et le renforcement des capacités (17%); iii) la création d'entreprises (15%); iv) les démonstrations (5%); v) le financement d'entreprises (3%); vi) l'assistance technique, les enquêtes et études (2%); et vii) les véhicules et l'équipement (1%). Les dépenses d'investissement représentent 83% du total des coûts de base. Les 17% restants, correspondant aux coûts récurrents, sont répartis entre les principales catégories de dépenses suivantes: i) fonctionnement des entreprises (8%); ii) salaires et indemnités (5%); et iii) fonctionnement et entretien (4%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Les principaux partenaires d'exécution seront: i) le Département du développement rural et les Panchayati Raj du Gouvernement du Rajasthan; ii) des ONG nationales spécialisées; iii) des ONG-relais à l'échelon local; iv) des banques rurales; v) des prestataires de services du secteur privé; et vi) la Chambre de commerce et d'industrie de Marwar.

Responsabilités en matière d'exécution

20. L'organisme d'exécution sera le Département du développement rural et les Panchayati Raj. Une unité de gestion du projet, installée à Jodhpur, sera responsable de l'exécution du projet, avec l'appui du bureau de liaison avec le secteur privé,

rattaché à la Chambre de commerce et d'industrie de Marwar. Dans chaque bloc, les services d'une ONG jouissant d'une bonne réputation seront retenus pour toute la durée du projet. Des banques commerciales offriront des services financiers aux groupes d'auto-assistance et aux groupes de commercialisation. Le bureau de liaison avec le secteur privé encouragera les partenariats entre les groupes de commercialisation et les gros négociants, afin de diminuer le nombre de maillons de la chaîne de valeur et de garantir de meilleurs prix.

Rôle de l'assistance technique

21. Le projet fera exclusivement appel à des compétences nationales, financées par des fonds provenant du prêt et du don du FIDA et du cofinancement du don fourni par le Fonds Sir Ratan Tata. En outre, le FIDA fournira l'assistance technique requise dans le cadre de ses activités d'appui à l'exécution.

Situation des principaux accords d'exécution

22. La mise en œuvre du projet exigera: i) la conclusion d'un accord de financement entre le FIDA et le Gouvernement indien; ii) la conclusion d'un accord relatif au projet entre le FIDA et le Gouvernement du Rajasthan; iii) l'établissement d'un manuel d'exécution du projet, qui devra être achevé avant les négociations relatives au financement; et iv) des accords de partenariat entre le projet et les ONG, les banques commerciales et les prestataires de services.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet est de 62,3 millions de USD sur six ans. Les sources de financement sont réparties comme suit: FIDA (49,7%), Gouvernement du Rajasthan (33,7%), banques commerciales (7,1%), Fonds Sir Ratan Tata (5,3%) et bénéficiaires locaux (4,2%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. Le projet générera plusieurs avantages: i) augmentation de la productivité agricole, grâce à l'introduction de pratiques améliorées relatives à la gestion du bassin versant et aux systèmes de culture; ii) amélioration des moyens de subsistance grâce au développement des possibilités de travail indépendant ainsi que d'emploi salarié; iii) diversification des sources de revenus; iv) formation d'institutions de base durables, comme des groupes d'auto-assistance et des groupes de commercialisation; v) amélioration des prestations des programmes financés par le Gouvernement; et vi) rôle accru des femmes dans la société.

Viabilité économique et financière

25. Différents modèles d'exploitation et de ménages ont été envisagés dans le cadre de l'analyse financière, et tous ont fait apparaître une augmentation significative des revenus agricoles. Le taux global de rentabilité économique, d'environ 21%, tombe à 15% si l'on inclut les investissements convergents. Les valeurs seuil appliquées à l'analyse de sensibilité montrent que le taux de rentabilité économique est sensible aux variations tant de la réduction des avantages que des augmentations des coûts.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. L'unité de gestion du projet sera responsable de l'établissement de la documentation concernant les réalisations et les enseignements tirés au cours de l'exécution du projet, en vue de la diffusion de l'information et de la détermination des résultats ayant des incidences sur le plan des politiques. Il est prévu d'organiser périodiquement des ateliers auxquels participeront de multiples parties prenantes pour des échanges de points de vue et d'enseignements tirés. Le chargé de la gestion des savoirs au sein du bureau de pays pour l'Inde appuiera les activités de gestion des savoirs menées au titre du projet.

Innovations en matière de développement

27. Le projet comprendra un certain nombre d'innovations, à savoir: i) nouvelle approche des évolutions dictées par le marché; ii) partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Marwar et le Fonds Sir Ratan Tata; iii) promotion des groupes de commercialisation en tant qu'institutions de second niveau; iv) internalisation des préoccupations en matière d'équité au sein des institutions existantes; v) introduction de mécanismes institutionnels pour assurer la convergence avec les programmes du Gouvernement indien, et notamment le Programme national pour la garantie de l'emploi rural; et vi) pilotage de programmes à faible coût pour l'assurance maladie et l'assurance-animaux laitiers.

Approche d'élargissement

28. À la demande du Gouvernement du Rajasthan, le projet concernera au départ un bloc dans chacun des six districts. Si le projet donne de bons résultats, le Gouvernement en élargira les activités aux blocs restants.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet est confronté aux risques principaux suivants: i) les risques de marché, découlant de l'instabilité des prix; ii) une confiance insuffisante pour investir dans des activités génératrices de revenus en rapport avec l'agriculture; iii) le fait que le secteur privé ne participera pas de façon active au projet; et iv) la rotation fréquente du personnel de gestion du projet, déjà rencontrée dans d'autres projets financés par le FIDA. Des mesures d'atténuation ont été prévues: i) établissement de systèmes de surveillance des prix; ii) activités de mise en valeur du bassin versant, avec l'appui du Gouvernement du Rajasthan, menées avant l'exécution de la composante moyens de subsistance; iii) établissement d'une liaison entre l'unité de gestion du projet et la Chambre de commerce et d'industrie de Marwar; et iv) garantie par le Gouvernement indien du maintien à leur poste des membres clés du personnel dirigeant.

Classification environnementale

30. Conformément aux procédures du FIDA en matière d'évaluation environnementale, le projet a été classé en catégorie B, étant donné qu'il ne devrait pas avoir d'effet négatif important sur l'environnement.

K. Durabilité

31. Une stratégie de retrait a été définie pour chacune des composantes du projet, tenant compte de façon adéquate des aspects tant institutionnels que financiers.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexes.
33. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-huit millions quatre cent soixante mille droits de tirage spéciaux (18 460 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2048, ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois cent soixante dix mille droits de tirage spéciaux (370 000 DTS) qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié

(Négociations conclues le 17 avril 2008)

Parité hommes-femmes

1. Le Gouvernement veille à ce que la problématique hommes-femmes soit intégrée à toutes les activités du projet, tout au long de la période d'exécution. Le Gouvernement veille à ce que le personnel engagé par des ONG, le personnel du projet de l'Unité de gestion du projet (UGP) ainsi que les membres des divers comités soient sensibilisés à la problématique hommes-femmes.

Mesures de lutte phytosanitaire

2. Le Gouvernement s'assure que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne contiennent aucun produit interdit par la FAO ou classé extrêmement dangereux ou très dangereux par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Programme conjoint de gestion forestière

3. Le Gouvernement s'assure de la mise en œuvre effective du Programme conjoint de gestion forestière par le Ministère des forêts afin que les avantages en reviennent au groupe cible, lequel recevra les incitations nécessaires pour protéger et conserver ces ressources biotiques.

Assurance du personnel du projet

4. Le Gouvernement assure le personnel clé du projet contre les risques de maladie et d'accident, conformément à de saines pratiques commerciales.

Utilisation des véhicules du programme et autres équipements

5. Le Gouvernement s'assure que:
 - a) tous les véhicules et autres équipements achetés dans le cadre du projet sont convenablement répartis pour garantir une mise en œuvre effective du projet;
 - b) les types de véhicules et autres équipements achetés dans le cadre du projet correspondent aux besoins de celui-ci; et
 - c) tous les véhicules et autres équipements transférés ou achetés dans le cadre du projet sont exclusivement utilisés à cette fin.

Fraude et corruption

6. Le Gouvernement porte sans délai à l'attention du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en relation avec l'exécution du projet, dont il a connaissance ou qui lui a été signalée.

7. Suspension

- a) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt et du compte de don, en cas de survenance de l'un des faits ci-après:
 - i) le FIDA, après consultation avec le Gouvernement, estime que les avantages matériels du projet ne profitent pas suffisamment au groupe cible ou qu'ils échoient à des personnes étrangères à ce groupe, au détriment de ses membres;
 - ii) le manuel d'exécution du projet, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou autre modification sans le consentement préalable du FIDA, et ce dernier considère que ladite dérogation, suspension,

- abrogation, amendement ou autre modification a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le projet;
- iii) une autorité compétente a pris des mesures visant à dissoudre l'UGP ou l'agent principal du projet, ou à interrompre ses activités, ou une mesure ou une action a été engagée en vue de répartir les actifs éventuels de l'agent principal du projet entre ses créanciers, et aucune autre solution jugée satisfaisante n'a été proposée au FIDA;
 - iv) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de pratiques frauduleuses en relation avec le projet ont été portées à son attention, et le Gouvernement n'a pris aucune mesure appropriée en temps utile pour y remédier à la satisfaction du FIDA;
 - v) les marchés n'ont pas été ou ne sont pas passés conformément au présent accord.
- b) Sans préjudice de ce qui précède, le FIDA suspend le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt et du compte de don si l'audit requis en vertu de l'accord de financement n'est pas exécuté de façon satisfaisante dans les douze mois à compter de la date de clôture de l'exercice comptable stipulée dans ledit accord.

Conditions préalables aux retraits – Ensemble du projet

8. Aucun retrait n'est effectué pour des dépenses concernant l'une quelconque des catégories du prêt ou du don tant que:
- a) le Comité de pilotage du projet n'a pas été dûment établi;
 - b) l'UGP n'a pas été dûment établie;
 - c) le compte spécial et le compte de don n'ont pas été dûment ouverts par le Gouvernement.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

9. L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée à la satisfaction des conditions préalables ci-après:
- a) l'accord de financement a été dûment signé et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
 - b) l'accord a été dûment signé et un avis juridique favorable, émis par un conseiller juridique agréé par l'État du Rajasthan et concernant la nature juridiquement contraignante de l'accord à l'encontre de l'État du Rajasthan, a été transmis au FIDA; et la signature et l'exécution dudit document par l'agent principal du projet ont été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
 - c) un avis juridique émis par le Solliciteur général du Gouvernement, acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA, a été transmis à ce dernier par le Gouvernement.

Key reference documents

Country reference documents

XI 5-year Development Plan

IFAD reference documents

COSOP (Jan. 2006)

PDD and Key Files

IFAD Strategic Framework 2007-2010

Learning Notes on Targeting, Gender, Rural Finance, Sustainability

Policies on Rural Finance, Rural Enterprises and Procurement

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Gender Plan of Action

Private Sector Policy

Loan and Grant Administration Manual

Other miscellaneous reference documents

UN Development Assistance Framework

Logical framework

A. Development Goal	
Poverty of target group households mitigated	Indicators: <ul style="list-style-type: none"> - Number of households with improvement in household assets ownership index - Reduction in the prevalence of child malnutrition (w/h; h/a; w/a), by gender Reduction in the number of BPL households - Literacy rates, by gender - Ratio female/male children enrolled in school - IMR and MMR in targeted areas - Unemployment rates in targeted blocks
B. Overall Project Purpose	
Livelihood improved and sustainable income generating opportunities created for 95,000 target households	Indicators: <ul style="list-style-type: none"> - Changes in wealth ranking of targeted households - % targeted hhs reporting their income has increased, by gender of hh head - % Increase in average income per hh - Beneficiaries' perception regarding changes in income and livelihood opportunities - Women perceptions regarding changes in their social and economic status
C. Project Components	
Component 1. Strengthening Grassroots Organizations	
Sub Component 1.1. Mobilization and Capacity Building	Sub Component 1.2. Community Infrastructure Development
Poor and marginalised households mobilised into socially inclusive affinity groups and empowered to effectively articulate and represent their interests, secure their entitlements, and sustainably manage their resources	Community infrastructures effectively mitigate the impacts of droughts, attenuate risks, and contribute to increase productivity
Component 2. Livelihood Support	
Sub Component 2.1. Income Generation, Marketing, and Employment Creation	Sub Component 2.2. Development Financial Services – Outcome
On-farm and off-farm production improved, employment opportunities increased, and access to markets enhanced for poor families in targeted areas	SHGs enabled to access rural financial and insurance services and develop and independently manage thrift and credit services for their members
Component 3. Project Management	
Efficient project management system operated by project staff and stakeholders to effectively manage the project	

